

La Grèce : laboratoire du néolibéralisme



Renato Pinto

Aout 2015

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

Avec le soutien de:


FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Le pays où est née la démocratie se trouve désormais sous tutelle, criblé de dettes et mis sous pression par les puissances internationales. Au lendemain de la crise financière, on croyait le néolibéralisme dépassé. Le voilà qui ressurgit et se généralise sous forme d'austérité, principe économique aux conséquences sociales dramatiques.

« Cette attaque contre la Démocratie ne peut pas être commise dans le contexte de l'Union européenne. Et elle ne peut certainement pas être commise dans le silence. »

Zoé Konstantopoulou, Présidente du
Parlement grec

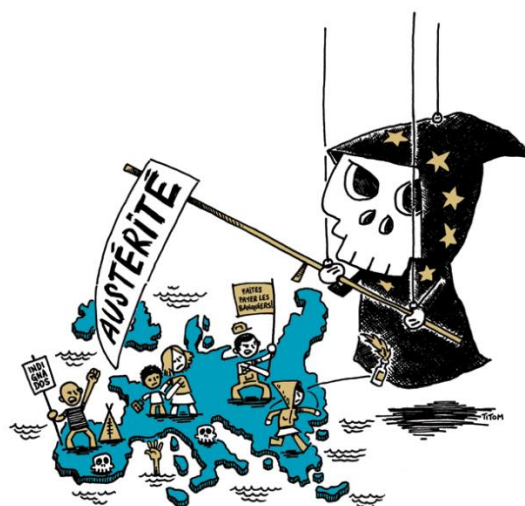
Décembre 2009 : « La santé de la Grèce fait tousser l'euro ». Juin 2010 : « Qui viendra en aide à la Grèce ? » Janvier 2012 : « La Grèce se fait taper sur les doigts ». Avril 2013 : « La Grèce va licencier 15 000 fonctionnaires ». Janvier 2015 : « La crise marque les Grecs dans leur chair ». Juillet 2015 : « un "sauvetage" grec au goût amer ».

Depuis plusieurs années, la crise grecque fait régulièrement la une de l'actualité. Pourquoi s'arrêter encore sur cette affaire surmédiatisée, alors que l'orage semble enfin passé ? Parce qu'il y a de fortes chances pour que ce mauvais thriller connaisse encore des rebondissements ! Et surtout, parce que la crise grecque illustre les enjeux liés aux politiques économiques pratiquées ces dernières années dans toute l'Europe.

Pour comprendre la situation, commençons par faire le point sur quelques données. La Grèce, aujourd'hui, c'est :

- 25,4% de taux de chômage (avril 2015) ;
- un jeune sur deux privé d'emploi ;
- une dette publique équivalente à 175% du PIB ;
- un PIB raboté de 25% en l'espace de quelques années ;
- 22,1% de taux de risque de pauvreté (2014) ;
- 40% de ménages privés de chauffage l'hiver dernier.

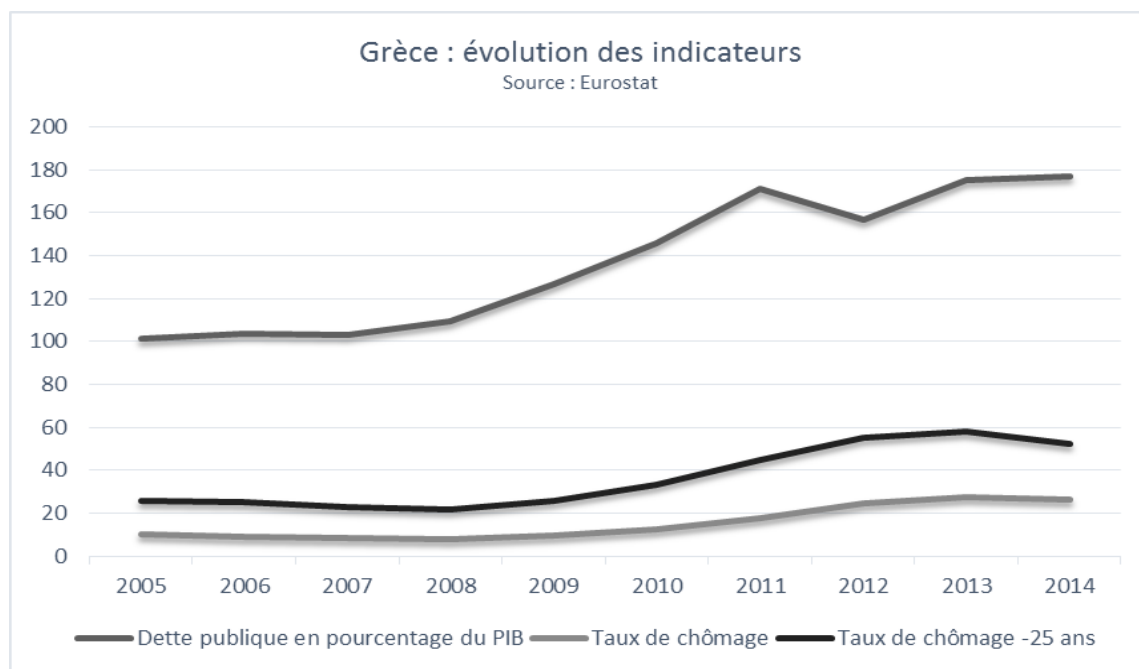
La situation y a tellement dégénéré ces dernières années que l'ONG Médecins du Monde décrit un pays où les plus pauvres renoncent parfois à se soigner, des hôpitaux en manque de matériel médical de base (pansements, seringues), des enfants sous-alimentés...¹



Titom

1

<http://www.medecinsdumonde.org/Presse/Communique-de-presse/A-I-International/Grece-la-sante-victime-de-la-crise>, consulté le 11.08.2015.



Ces données sont celles d'un État en faillite, dont une partie de la population vit une véritable crise humanitaire.

Ces observations démontrent – de manière nette – une dégradation de la situation depuis 2008. Au cours de ces sept dernières années, assimilables à une cruelle corrida, le taureau grec aura reçu pas moins de 9 banderilles sous forme de plans d'austérité.

Descente aux enfers

Crise grecque et crise européenne sont étroitement liées, avec l'élément aggravant pour la Grèce d'avoir maquillé ses comptes (avec l'aide de la banque d'affaires Goldman Sachs) et de disposer d'institutions corrodées.

La bombe explose en Grèce en même temps que partout ailleurs, au début de la crise financière (crise des *subprimes* aux États-Unis, faillite de la banque Leman Brothers, effondrement du système financier mondial, sauvetage des banques par les pouvoirs publics...). La contagion gagne toute la sphère économique. La récession est à l'horizon. En

décembre 2008, des émeutes éclatent à Athènes. Les jeunes de la « génération 600

euros² » dénoncent – déjà – les conditions de précarité et le chômage.

Facteur aggravant, à l'automne 2009, le Premier ministre Georges Papandréou, fraîchement arrivé à la tête du pays, découvre l'ampleur du déficit grec, réduit artificiellement au lendemain de l'entrée de la Grèce dans la zone euro (2001-2002), avec la contribution de la banque américaine Goldman Sachs (grassement rémunérée pour ses services).

En dépit de deux premiers plans d'austérité adoptés par M. Papandréou (au lieu de la relance promise), les agences de notation font chuter la note de la Grèce, qui voit les taux d'intérêts de ses emprunts sur les marchés financiers exploser. Acculé, le gouvernement grec se tourne vers le Fonds monétaire

² Référence au salaire mensuel des jeunes grecs, dénoncé par des manifestants, notamment des étudiants voyant leurs perspectives d'avenir hypothéquées.

international (FMI) et l'Union européenne. Un premier « plan d'aide » est accordé. Les guillemets sont de mise, vu les conditions exigées, à savoir de nouvelles mesures de rigueur. À partir de là, malgré des changements de gouvernements, plans de « sauvetage » et plans d'austérité s'enchaînent... pour un résultat médiocre : pouvoir d'achat en berne à cause du chômage de masse, des réductions salariales et de la pression sur les retraites ; privatisations ; dizaines de milliers d'emplois perdus ; fermeture de la chaîne de télévision publique³ ; secteur de la santé sacrifié ; crise politique (dont l'un des symptômes est le retour au parlement du parti d'extrême droite Aube dorée).

Plombée par l'austérité, l'économie du pays s'enfonce dans la récession. La dette publique ne décroît pas ; au contraire, rapportée à un PIB en chute libre, elle atteint des sommets, et risque encore d'augmenter, selon les prévisions du FMI. Le chômage explose. Il touche encore un jeune sur deux aujourd'hui, malgré une (très légère) embellie fin 2014.

L'année 2015 constitue toutefois un tournant, avec l'élection d'Alexis Tsipras, leader de la coalition de gauche Syriza, à la tête du pays. Ses tentatives de négociations avec les créanciers – FMI, Banque centrale européenne, Commission européenne – ainsi qu'avec les dirigeants des pays de la zone euro, tentatives destinées notamment à restructurer la dette publique, se heurtent à l'intransigeance des puissants, Angela Merkel en tête. Les négociations s'enlisent et la Grèce est de plus en plus isolée, tancée, presque punie comme un mauvais élève indiscipliné – le Premier ministre belge, Charles Michel, se permettant même cette sortie d'une

arrogance stupéfiante en affirmant que « la fin la récréation a sonné pour le gouvernement grec⁴ ».

Alexis Tsipras décide alors de consulter la population grecque qui, le 5 juillet, se prononce à une large majorité contre les mesures d'austérité, malgré les déclarations hostiles de nombreux dirigeants européens, dont les présidents de la Commission et du Parlement – Martin Schulz allant jusqu'à adresser un ultimatum aux Grecs en assimilant ce vote à leur volonté de se maintenir dans la zone euro ou non.

Mais ni l'audace de M. Tsipras, ni la légitimité acquise lors de ce référendum, ne suffisent. Le 13 juillet, il finit par concéder un accord auquel, selon ses propres dires, il ne croit pas⁵ – accord abondamment décrié par de nombreux économistes et décrit par le député européen Philippe Lamberts comme un « déni de démocratie⁶ ». Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, avouera lui-même que « c'est la peur qui a permis l'accord⁷ ». Enfin, le FMI a fait savoir que ce plan était insuffisant et qu'une restructuration de la dette grecque était nécessaire.⁸

⁴

<http://www.lesoir.be/903893/article/actualite/union-europeenne/2015-06-10/charles-michel-fin-recreation-sonne-pour-gouvernement-grec>, consulté le 10.08.2015.

⁵ *Le Soir*, « J'ai voulu éviter un désastre au pays », 15.07.2015.

⁶ Émission *Juste Terre !* de la Radio catholique francophone, 21.07.2015.

⁷ DELVAUX B. et KUCZKIEWICZ J., « Si l'Eurozone se décomposait, tout pouvait être remis en cause », *Le Soir*, 22.06.2015, pp. 2-3.

⁸ La restructuration de la dette souveraine d'un État peut se traduire sous deux formes : 1) un rééchelonnement de dette (baisse des taux d'intérêts et/ou l'allongement du calendrier des

³ Remise sur les rails par le gouvernement de M. Tsipras en 2015.

« Désespérant »

Après ce bref récapitulatif des événements, il vaut maintenant la peine de s'attarder sur l'analyse effectuée par certains observateurs.

L'économiste Paul De Grauwe, interrogé au lendemain de ce fameux accord, affirmait qu'on a « maintenu ce carcan de l'austérité alors que l'on sait très bien que cela ne fonctionne pas. [...] Appliquer une politique d'austérité dans un pays en récession contribue à intensifier la diminution de la production et des revenus, et donc des recettes de l'État. [...] C'est désespérant. Comment se fait-il que certaines personnes n'apprennent pas... » Il rappelait aussi que « ce que l'on fait, c'est prêter de l'argent à la Grèce afin que celle-ci puisse rembourser ses créanciers. [...] C'est un circuit d'argent que l'on organise mais il n'y a pratiquement rien qui restera en Grèce au bout du compte. Parler d'un plan d'aide n'est donc pas le terme approprié.⁹ »



remboursements) ; 2) une réduction de la dette (par abandon de créances dues ou un rachat de dettes). Source : <http://cadtm.org/Restructuration-audit-suspension>, consulté le 11.08.2013.

⁹ SLITS V., « On va maintenir la Grèce dans la récession », *La Libre Belgique*, 14.07.2015.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, nous parle, lui, d'une « très mauvaise politique économique. On va continuer à imposer des modèles qui sont contre-productifs, inefficaces et producteurs d'injustice et d'inégalités. » « Je ne connais », dit l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, « aucun autre exemple d'une dépression qui aurait été créée de manière aussi délibérée et dont les conséquences humaines auraient été aussi catastrophiques.¹⁰ »

Sur la base de ces observations et des données disponibles, les enseignements de la crise grecque sont limpides. L'austérité est inefficace, voire nocive ; ceux qui la préconisent font preuve, sinon de malveillance, du moins d'un aveuglement qui laisse perplexe. Comme le disait Einstein : « La folie est de toujours se comporter de la même manière et de s'attendre à un résultat différent.

Et l'aide à la Grèce, dans tout ça ? Il faut rappeler, comme le fait à juste titre Joseph Stiglitz, « qu'une infime partie des colossales sommes d'argent prêtées à la Grèce lui était, en réalité, destinée. La priorité était de rembourser les créanciers privés, notamment des banques en Allemagne et en France. Au moins 90% de l'argent prêté était destiné à revenir dans les établissements financiers des pays prêteurs. Ce n'était pas un sauvetage de la Grèce, mais, encore une fois, un sauvetage des banques.¹¹ »

Austérité et néolibéralisme ne font qu'un !

Pour les pays du Sud, le cas grec n'a rien d'inconnu. Naguère, beaucoup ont eu à

¹⁰ LOSSON C., « Stiglitz : "Si l'Allemagne exclut la Grèce, les dégâts seront irréparables" », *La Libre Belgique*, pp. 26-27.

¹¹ *Ibidem*.

endurer les programmes d'ajustement structurels – comparables aux plans d'austérité – imposés par le FMI (déjà lui) et la Banque mondiale.

La crise grecque n'est pas sans rappeler un autre cas historique, celui du Chili. Dès l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende en 1970, à la tête d'une coalition de gauche, la Maison blanche appela à « faire hurler » l'économie du pays, pour étouffer dans l'œuf l'affront que constituait un gouvernement progressiste dans son arrière-cour. Après le coup d'état mené par Augusto Pinochet, le 11 septembre 1973, le régime dictatorial imposa une politique économique qui transforma le Chili en laboratoire du néolibéralisme.

Pourquoi est-ce comparable au cas grec ? En Grèce, de nos jours, pas d'enlèvements, d'assassinats, ni de torture des opposants... Cependant, la mise sous pression de l'économie du pays et les mesures appliquées sous la contrainte sont autant d'éléments qui présentent une troublante ressemblance.

L'austérité grecque et le néolibéralisme chilien sont aussi comparables dans la mesure où les principes suivis s'inspirent du même corpus idéologique : discipline budgétaire, privatisation des entreprises publiques... à cette différence près que les problèmes de la Grèce sont également une conséquence de cette même politique généralisée au niveau mondial depuis les années 90, notamment par la dérégulation des marchés et la libéralisation des échanges. Pour rappel, c'est sur la base de ces mêmes principes que le FMI et la Banque mondiale conditionnèrent leurs prêts aux pays en développement – avec des conséquences sociales désastreuses.¹²

¹² Comment ne pas songer au cas de l'Argentine qui, en 2001, accusée de ne pas tenir ses engagements, se vit refuser par le FMI un prêt de

Quelles leçons tirer de la crise grecque ?

Tout d'abord, comment ne pas dénoncer la méthode pratiquée par les créanciers de la Grèce vis-à-vis d'un peuple souverain ? Le gouvernement d'Alexis Tsipras s'est retrouvé avec un couteau sous la gorge lorsque la Banque centrale européenne a imposé des plafonds de liquidités disponibles totalement insuffisants pour les banques grecques – dans une période où les déposants, saisis de panique, retiraient de l'argent en masse aux guichets – ce qui eut pour effet d'étouffer l'activité économique grecque.

Ensuite, le dogmatisme de ces mêmes créanciers ne peut être nié. Prenons un exemple flagrant. Pour résorber ses dettes, la Grèce pourrait mettre à contribution les grosses fortunes – qui ne manquent pas, en dépit de la crise –, mais les créanciers lui imposent de revoir ses exigences à la baisse, sous prétexte d'éviter l'évasion fiscale. Un comble, alors que la Commission européenne est censée réfléchir à des mesures limitant la concurrence fiscale entre États européens.

Enfin, reste-t-il de la place, dans le champ démocratique, pour formuler des propositions différentes des prescriptions de l'Eurogroupe et de la Troïka (BCE, FMI, Commission européenne) ? Au lendemain de l'accord conclu à l'arraché au mois de juillet, Philippe Lamberts dénonçait « l'écrasement, d'abord et avant tout, d'un gouvernement qui n'appartient pas au bloc de la pensée unique en Europe.¹³ » Ces institutions redoutent la contagion : un hypothétique succès de Syriza en Grèce aurait tôt fait d'alimenter les espoirs

1,264 milliard de dollars, la plongeant de fait en défaut de paiement – ce même FMI, en condition de son « aide », l'avait contrainte à mettre en œuvre une série de mesures de rigueur drastiques.

¹³ Émission *Juste Terre !* de la Radio catholique francophone, 21.07.2015.

des voies alternatives dans d'autres pays, telles que Podemos en Espagne, issu du mouvement des Indignés.

L'austérité appliquée en Grèce, comme dans toute l'Europe du reste, est un échec – sauf pour les plus riches, qui ne cessent de s'enrichir, tandis que les inégalités se creusent, même dans les pays considérés comme prospères !¹⁴ En outre, ceux qui l'ont prescrite ne disposent que d'une légitimité limitée. L'Eurogroupe est un organe informel, la BCE un cercle d'initiés et les Commissaires européens ne sont pas des représentants élus. Quant aux dirigeants des grands pays, certains ont été portés au pouvoir en vertu de promesses qu'ils n'ont pas tenues – songeons à François Hollande s'engageant, au cours de la campagne électorale, à renégocier le Traité fixant la « règle d'or » budgétaire... et s'empressant de le défendre une fois élu. On peut donc raisonnablement affirmer, comme le faisaient certains panneaux brandis par les Indignés, qu'« ils ne nous représentent pas ». Ces échecs et ce manque de légitimité font peur aux autorités concernées. C'est pourquoi elles ont châtié si durement le peuple grec, à la suite du rejet des mesures d'austérité par référendum. Il fallait faire un exemple.

« Démocratie en chantier¹⁵ »

Comment sortir de l'impasse ? Concernant la dette grecque, les conclusions de la Commission pour la Vérité sur la Dette publique, présidée par Eric Toussaint, sont limpides : le remboursement de cette dette est insoutenable. Il faut établir un audit complet de cette dette, en répudier la partie considérée comme illégitime ou odieuse au regard du droit international et restructurer le

reliquat. Répétons-le : même le FMI considère que la dette grecque n'est pas viable sans restructuration.

Quant au bilan de santé de l'économie grecque – et européenne de manière générale –, l'alternative est souvent posée en ces termes : austérité ou relance ? Discipline budgétaire ou New Deal¹⁶ ? Mais le débat mérite d'être élargi. La crise de ces dernières années révèle, une fois de plus, les échecs du système économique dominant, dont les dommages sociaux, mais aussi environnementaux, ne sont que trop évidents. Il est donc temps d'échapper à une vision restrictive basée sur le mythe du libre-marché et de la sacro-sainte croissance économique, dont on sait qu'ils sont incompatibles avec la justice sociale et les limites de notre planète.

Comment en sortir ? Pas en se tournant vers les extrémistes et les mouvances populistes, qui ne manqueront pas de s'engouffrer dans la brèche. Ni en rejetant la démocratie, même si le principe de la représentativité est perfectible. Au contraire, il faut davantage de dialogue, davantage de démocratie. Il faut des voix comme celles de Syriza et de Podemos, qui, même si elles échouent, ne se contentent pas de suivre le troupeau. Et si les pouvoirs publics tardent à s'éveiller, si les décideurs politiques semblent inertes, n'hésitons pas à regarder ce qui se passe au niveau local.

Les initiatives novatrices, basées sur davantage de cordialité et d'équité, tout en

¹⁴ <http://www.oecd.org/fr/els/soc/Focus-Inegalites-et-croissance-2014.pdf>, consulté le 11.08.2015.

¹⁵ Slogan brandi par des Indignés.

¹⁶ Programme de réformes économiques et sociales, qualifiées de volontaristes, mis en place par le président F. D. Roosevelt aux États-Unis, à partir de 1933, en réaction à la crise économique en cours depuis 1929. Ce programme incluait notamment une réforme du système bancaire, une politique d'investissement public, des mesures d'assistance sociale et des formes de redistribution des revenus.

visant l'efficacité sur le plan énergétique, essaient un peu partout. Les médias de masse ne s'intéressent guère à ces multiples rayons d'espoir, mais cela n'enlève rien à leur valeur. À raison, dans son livre *Ils changent le monde ! 1001 initiatives de transition écologique*, Rob Hopkins s'appuie sur cette constellation de bonnes idées, pour proposer une troisième voie, différente du binôme austérité/relance qui semble avoir fait son temps. Des monnaies alternatives aux coopératives d'énergie renouvelable, en passant par les jardins partagés, les Répair'Cafés et autres structures originales, l'Europe regorge d'idées, mises en pratique dès aujourd'hui.

On dira, non sans raison, que cela reste cantonné à l'échelle locale, donc que l'impact en reste limité. Certes, mais c'est en s'appuyant sur ce réseau que les grands idéaux pourront rebondir, car ils bénéficieront d'un argument massue : ces initiatives fonctionnent et sont viables ! L'économie sociale et solidaire, la coopération, la participation, la sobriété énergétique, l'agroécologie... tout cela n'est ni utopique, ni hasardeux.

Le domaine agricole présente des exemples emblématiques : aux échecs de l'agrobusiness, à son agriculture polluante et malsaine, la permaculture et l'agroécologie proposent des solutions de rechange qui, sans négliger l'efficacité, remettent la nature et l'humain au centre des préoccupations.

Sur le plan macroéconomique, des efforts sont fournis à l'échelle régionale, nationale et même internationale pour changer d'angle de vue et, partant, modifier le fonctionnement de l'économie. On saluera en ce sens les recherches visant à établir des indicateurs de bien-être différents du seul Produit intérieur brut. Dans le même ordre d'idées, et même si

cela reste à évaluer, les initiatives visant à instaurer une allocation universelle¹⁷ (en Finlande, en Islande) ont le mérite de trancher avec la pensée unique.

Quel rapport avec la crise grecque ? Cette crise est la démonstration de toutes les impasses du système économique dominant : dogmatisme, rigidité, domination des puissants sur les plus vulnérables. Il est inutile d'attendre un revirement miraculeux de la part des instances internationales. Ce ne sont ni la BCE, ni l'Eurogroupe, ni le FMI qui sauveront la Grèce... à moins d'un miracle ! La solution viendra d'en bas. L'espoir réside dans le cri de la démocratie, lancé le 5 juillet. Il réside partout où des gens se mobilisent pour essayer, avec leurs moyens, de changer le cours des événements.



Info réelle + gens réels + actes réels = démocratie réelles maintenant ! Slogan des Indignés espagnols

¹⁷ L'économiste Philippe Defeyt définit l'allocation universelle comme « un revenu versé à chaque membre d'une communauté, tous les mois, de manière inconditionnelle. »